



SÉNÉGAL

Les transferts des migrants en constante évolution

Les diasporas des pays africains transfèrent de plus en plus d'argent vers leurs pays d'origine. Une étude fait le point.

Les Sénégalais établis à l'étranger envoient de plus en plus d'argent vers leur pays. Selon les chiffres d'une étude mise en circulation la semaine dernière, les montants sont estimés à environ 1,5 milliard d'euros, sur l'exercice 2013.

Le Sénégal capte 43,7% des fonds des migrants envoyés vers les pays de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA), révèle une étude de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Sur les dernières années, l'évolution est on ne peut plus fulgurante. En effet, estimés à environ 342,44 millions euros en 1994, les fonds envoyés par les

migrants vers les pays de l'UEMOA ont dépassé 2,90 milliards d'euros en 2013, précise l'étude cette même étude. Selon l'étude, le Sénégal, le Mali et la Côte d'Ivoire captent en moyenne les 81,7% de ces fonds avec respectivement 43,7%, 17,5 et 11,2% sur la période étudiée.

A noter, en outre, que les fonds reçus servent essentiellement à la consommation des ménages, à l'investissement dans le secteur de l'immobilier et aux dépenses d'éducation et de santé, indique le document relayé la semaine dernière par la presse locale.

Pour faire des envois de fonds des migrants l'une des clés du financement du développement inclusif dans l'espace de l'UEMOA, l'étude plaide

notamment pour la nécessité d'inciter le système financier et les opérateurs intervenant dans l'activité de transferts de fonds des migrants « à réduire les coûts de transaction liés aux envois », précise-t-on.

En décembre dernier, le Centre de recherche en économie et finance appliquées de Thiès (ouest du Sénégal) a indiqué que les Sénégalais établis à l'étranger ont transféré vers le pays, en 2013, un montant d'environ 1,5 milliard d'euros.

Selon l'étude de la BCEAO, la part des transferts d'argent vers l'ensemble des pays en développement dans le monde s'élevait, en 2013, à 404 milliards dollars, dont 7,9% vers les pays de l'Afrique subsaharienne *